

Chili : les élections et la sortie de crise des conservateurs

jeudi 25 novembre 2021, par [GOICOVIC DONOSO Igor](#) (Date de rédaction antérieure : 22 novembre 2021).

Nous approchons de la résolution transitoire de la crise déclenchée par les secteurs populaires en octobre 2019. Et il est possible qu'elle soit résolue de la pire façon possible.

Deux ans après la révolte populaire d'octobre 2019, la société chilienne est convoquée, une fois de plus, à un méga-événement électoral (élection présidentielle, une partie du Sénat, la totalité de la Chambre des députés et des conseillers régionaux). Néanmoins, la « fiesta de la démocratie », comme l'ont appelé avec insistance les médias au service du capital, a été peu fréquentée. Sur les 14 959 945 Chiliens ayant le droit de voter, seuls 47,34 % l'ont fait. Moins que les 49,36% de l'élection présidentielle de 2013 et légèrement plus que les 46,72% de l'élection présidentielle de 2017. Si l'on suit la même ligne d'analyse, ils sont également moins nombreux que ceux qui ont voté pour le plébiscite d'approbation de la Convention constitutionnelle en octobre 2020 (50,95%), mais nettement plus nombreux que ceux qui ont participé à l'élection des conventionnels de cette même instance en mai 2021 (41,51%). Sans aucun doute, le fait le plus inquiétant reste que plus de la moitié de la population ayant le droit de vote ne le fait pas, révélant ainsi la profonde fragilité du système démocratique chilien.

Et comme cela s'est produit de manière récurrente ces dernières années, les pourcentages les plus élevés d'abstention électorale se produisent dans les districts ouvriers du pays. Ainsi, des communes ouvrières comme La Pintana (40,31%), Independencia (41,06%), Estación Central (42,53%), San Ramón (42,68%), Lo Espejo (42,90%), Cerro Navia (43,14%) ou Recoleta (44,18%), présentent des votes inférieurs à la moyenne nationale. En outre, nous pouvons ajouter que dans ces communes, comme par exemple à La Pintana, les candidats à la présidence représentant la bourgeoisie conservatrice (Kast, Parisi et Sichel), ont obtenu ensemble 38,27% des voix. C'est-à-dire que plus d'1/3 des électeurs des communes ouvrières votent pour les représentants de la bourgeoisie. Au contraire, les communes dans lesquelles vivent les classes dirigeantes de notre pays, comme Vitacura (69,01%), Barnechea (65,33%) ou Las Condes (63,27%), continuent d'afficher des niveaux élevés de participation électorale et dans celles-ci, les candidats représentant les positions politiques les plus conservatrices s'imposent massivement. Dans la commune de Vitacura, par exemple, les mêmes candidats conservateurs ont obtenu 85,88% des voix. Il n'est donc pas surprenant que le candidat ultra-conservateur, José Antonio Kast, ait obtenu la première majorité aux élections d'hier (27,91%) et que la troisième place soit disputée de près par les deux autres porte-drapeaux de la droite : Franco Parisi (12,80%) et Sebastián Sichel (12,79%).

Les élections parlementaires pour les sénateurs et les députés ont également vu une consolidation des positions conservatrices. Sur les 50 postes parlementaires que compte la chambre du Sénat, la droite (Podemos Más et Frente Social Cristiano) a obtenu 25 représentants, auxquels il faut ajouter les membres de la Démocratie chrétienne (5), qui votent souvent aux côtés de leurs collègues de droite. Il convient de noter qu'en de nombreuses occasions, les sénateurs du Parti pour la démocratie et du Parti socialiste votent également en faveur des motions conservatrices. La seule caractéristique notable de la nouvelle composition du Sénat est l'incorporation, après le coup d'État

de 1973, de deux sénateurs communistes et de la dirigeante sociale Fabiola Campillai, qui a été réprimée par l'État.

Dans le cas de la Chambre des députés, qui a été élue dans son intégralité, la situation est encore plus complexe. Le Front social-chrétien et Chile Podemos Más ont obtenu 68 représentants, auxquels il faut ajouter (sans grand doute) les 6 parlementaires que la candidature présidentielle du chef d'entreprise Franco Parisi a entraînés. De cette façon, les secteurs conservateurs ont obtenu une très bonne représentation parlementaire qui leur permet de négocier des accords et des compromis avec les secteurs plus réformistes de l'ancienne Concertación et du Frente Amplio. De cette façon, la voie parlementaire ou institutionnelle ne semble pas être la meilleure option pour réaliser les transformations que les secteurs populaires ont soulevées en octobre 2019.

Qu'est-ce qui explique le désenchantement populaire et, par extension, la faible participation populaire et le soutien important que les candidats conservateurs ont obtenu dans les différentes instances électorales ? Il ne fait aucun doute que les différentes alternatives qui ont prétendu représenter les secteurs populaires (Boric, Provoste, Enríquez-Ominami et la candidature symbolique du professeur Eduardo Artes), n'ont pas réussi à lire, et encore moins à représenter, les demandes des secteurs populaires. La crise économique, déclenchée en 2020 par les effets de la pandémie, a aggravé la précarité dans laquelle se développe l'existence du monde populaire, et face à elle, ils n'ont promu que de misérables palliatifs (retraits des fonds de pension). Mais, d'autre part, les problèmes structurels liés à la précarité de l'emploi, au système de retraite, aux graves problèmes du système de santé, aux inégalités en matière d'éducation et à la répartition inégale des richesses n'ont pas suscité l'intérêt effectif de l'élite politique. Si rien ne distingue ces secteurs des représentants de la bourgeoisie, quel est l'intérêt d'opter pour eux ?

D'autre part, il n'est pas moins efficace que les problèmes de sécurité affectant de nombreuses communes et quartiers populaires aient généré des niveaux de soutien importants pour les candidats qui ont exigé l'utilisation discrétionnaire de la force répressive. Comme si la force répressive ne faisait pas déjà partie de notre paysage quotidien. Mais cela montre que, au-delà de l'agitation médiatique de la violence criminelle, il s'agit d'un problème réel qui touche de larges secteurs de la population et pour lequel la gauche réformatrice n'a pas été capable d'élaborer une proposition concrète qui se démarque de l'appel à la violence répressive proposé par de larges secteurs du monde conservateur. On peut observer quelque chose de similaire en ce qui concerne la question de l'immigration, où le discours conservateur proposant l'application de politiques d'expulsion discrétionnaires a obtenu un soutien important, en particulier dans les régions où l'afflux d'immigrants est le plus important. Ainsi, dans les régions d'Arica Parinacota, Tarapacá et Antofagasta, à l'extrême nord du Chili, le vote moyen obtenu par les trois candidats de droite a été de 64,44%. Face au discours xénophobe et aux politiques de discrimination et d'expulsion, une fois de plus, la gauche réformatrice et ses alliés du centre politique n'avaient pas d'autre réponse.

Dans la macro-zone sud (Bio Bío et La Araucanía), où le conflit mapuche s'est développé avec une intensité particulière ces dernières années, les élections se sont déroulées dans un contexte d'état d'urgence, la police et l'armée occupant militairement le territoire, intimidant les communautés indigènes et apportant leur plein soutien à l'élite terrienne, héritière des usurpations de la fin du XIX^e siècle. Dans l'ensemble de la région de l'Araucanie, la participation électorale a été inférieure à la moyenne nationale (45,08%), atteignant des pourcentages particulièrement bas dans les communes à majorité mapuche : Melipeuco (29,13%), Curarrehue (34,53%) et Carahue (39,06%). Mais ceux qui ont voté l'ont fait principalement pour des représentants de la droite conservatrice. Dans cette même région, la somme des votes pour les candidats Kast, Sichel et Parisi a donné 64,46% des voix.

Quel que soit le résultat du second tour de l'élection présidentielle du 19 décembre 2021, la défaite

du camp populaire est évidente. En cas de victoire de José Antonio Kast, l'inamovibilité du modèle économique néolibéral et l'extension des politiques répressives seront garanties, avec un important soutien parlementaire. Probablement avec l'extension de l'état d'urgence chaque fois que les élites économiques l'exigent. Si Gabriel Boric parvient à l'emporter, il sera contraint de négocier des accords de gouvernabilité, non seulement avec ses adversaires politiques de l'ancienne Concertación (qui disposent d'une importante représentation parlementaire), mais aussi avec ses prétendants des bancs de droite. Ainsi, les possibilités d'étendre le modèle néolibéral et même la politique répressive sont également garanties.

Mais nous ne devons pas nous faire d'illusions. Si le réformisme a été vaincu lors des dernières élections, il en est de même pour le camp révolutionnaire. Et elle a été défaite de manière encore plus décisive. Sans la capacité d'articuler une proposition politique pour faire face à la situation électorale, les révolutionnaires ont laissé passer (une fois de plus), une importante opportunité d'agiter une proposition propre, qui marquerait des différences par rapport à la bourgeoisie et au réformisme. D'octobre 2019 à aujourd'hui, nous n'avons pas été capables d'avancer dans la définition de notre propre proposition programmatique, de structurer un mouvement social et politique ayant la capacité d'appeler et de mobiliser les secteurs populaires et encore moins de donner un sens et une proportionnalité à l'action directe et à l'autodéfense de masse. Nous continuons à nous enliser dans des discussions stériles, dans un activisme dépourvu d'objectifs politiques et dans un rituel de mobilisation qui s'épuise de jour en jour.

Nous approchons de la résolution transitoire de la crise déclenchée par les secteurs populaires en octobre 2019. Et nous le faisons dans le pire des scénarios. Avec une défaite profonde pour le réformisme, mais aussi avec une défaite stratégique pour les secteurs révolutionnaires.

Igor Goicovic Donoso

P.-S.

- Source : Jacobin. 22.11.2021 : <https://jacobinlat.com/2021/11/22/chile-las-elecciones-y-la-salida-conservadora-a-la-crisis/>

Tradc DeepL

- Igor Goicovic Donoso est universitaire et historien à l'Université de Santiago.